

TURQUIE - RESTRICTIONS A L'IMPORTATION DE PRODUITS TEXTILES
ET DE VETEMENTS

Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde

La communication ci-après, datée du 2 février 1998, adressée par la Mission permanente de l'Inde à l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

1. Dans une communication datée du 21 mars 1996 (WT/DS34/1), l'Inde a demandé l'ouverture de consultations avec la Turquie, conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends et à l'article XXIII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT de 1994), au sujet de l'imposition unilatérale, par la Turquie, de restrictions quantitatives à l'importation d'une large gamme de produits textiles et de vêtements en provenance de l'Inde à compter du 1er janvier 1996.

2. L'Inde considère que les restrictions appliquées par la Turquie sont incompatibles avec les obligations qu'imposent à celle-ci les articles XI et XIII du GATT de 1994 et ne sont pas justifiées par l'article XXIV de cet accord, qui n'autorise pas l'application de restrictions quantitatives discriminatoires. L'Inde considère aussi que les restrictions sont incompatibles avec les obligations résultant pour la Turquie de l'article 2 de l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce sur les textiles et les vêtements. Elle considère en outre que les restrictions annulent ou compromettent les avantages résultant pour l'Inde directement ou indirectement du GATT de 1994 et de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

3. L'Inde avait prévu de tenir des consultations avec la Turquie à ce sujet le 18 avril 1996. Or, la Turquie ne s'est pas prêtée à ces consultations et, partant, celles-ci n'ont pas abouti à un règlement du différend. L'ORD a été informé de la situation le 24 avril 1996 (WT/DSB/M/15). En conséquence, l'Inde demande à l'Organe de règlement des différends d'établir un groupe spécial pour examiner la question à la lumière du GATT de 1994 et de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

4. L'Inde souhaite que cette demande soit inscrite à l'ordre du jour de la réunion que l'Organe de règlement des différends tiendra le 13 février 1998.